



7^{EME} FORUM CIRGL-OCDE-GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES

SUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN MINÉRAIS RESPONSABLES

Bilan du Programme de mise en œuvre de l'OCDE – Or et 3T

Mai 2014

Résumé

Ce document rédigé par le Secrétariat de l'OCDE présente le bilan des activités de mise en œuvre validées par le Comité de direction multipartite (Multi-stakeholder Steering Group – MSG) et le Forum en 2011.

Progrès enregistrés depuis le 6^{ème} Forum (novembre 2013) :

- 1. Financement :** *le Secrétariat a levé les fonds nécessaires pour appuyer les activités du programme de mise en œuvre jusqu'en décembre 2015. Cela lui a permis d'augmenter ses effectifs, de lancer des opérations de sensibilisation et des ateliers de formation, et de faire réaliser des études d'état initial dans des régions productrices d'or. Ces moyens supplémentaires ont permis de susciter l'intérêt pour le Forum et d'attirer de nouveaux participants. De fait, le 7^{ème} Forum compte un nombre record de pays africains, parmi lesquels les États membres de la CIRGL ainsi que le Botswana, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Namibie, le Nigeria, la Sierra Leone et l'Afrique du Sud. Nous avons en outre le plaisir d'accueillir les représentants de marchés majeurs dans les chaînes d'approvisionnement en or et en 3T, tels que la Chine, la Colombie, l'Inde, le Moyen Orient et la Turquie. Le programme de mise en œuvre est financé par des dons de l'Union Européenne et des gouvernements du Canada, de la Suède et de la Suisse.*



Avec le soutien de l'Instrument de stabilité de l'Union européenne

2. Chine :

- **Version chinoise du Guide OCDE sur le devoir de diligence** : le Guide est désormais disponible en chinois. Son lancement officiel aura lieu le 26 mai, durant le 7^{ème} Forum à Paris. Le Guide est désormais disponible en anglais, français, coréen (uniquement la partie sur les 3T), japonais, espagnol (uniquement la partie sur l'or) et chinois.
- **Sensibilisation** : en février 2014, le Secrétariat et le Président du Groupe de travail de l'OCDE pour une conduite responsable des entreprises sont intervenus lors d'un séminaire international organisé par la Confédération des Entreprises Chinoises (CEC) et GIZ avec le soutien du Ministère du Commerce de la Chine (China's Ministry of Commerce – MOFCOM) sur le thème «Pertinence de la RSE pour les entreprises opérant et investissant à l'étranger ». Ce séminaire d'une demi-journée rassemblait une cinquantaine de représentants de l'industrie chinoise, du gouvernement chinois, des ambassades d'États membres de l'OCDE, d'organisations internationales et de la société civile. Le Secrétariat a saisi cette opportunité pour présenter un certain nombre d'outils de l'OCDE pour une conduite responsable des entreprises, notamment les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales et le Guide OCDE sur le devoir de diligence. Grâce aux liens créés durant cette première visite, d'autres opérations de sensibilisation et de formation ont pu être planifiées en Chine aux T3/T4 2014.

3. Colombie :

- **Sensibilisation** : le Secrétariat a passé 11 jours en Colombie en février 2014, sur invitation du gouvernement colombien. Durant ce séjour, le Secrétariat a participé à plusieurs événements, parmi lesquels une conférence du secteur de l'extraction à Carthagène et une opération de sensibilisation à la mise en œuvre du devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement en or à Medellin les 18 et 19 février, organisée par le point de contact national (PCN) colombien, l'Agence Nationale des Mines et la National Business Association of Colombia. Un accord a été conclu avec le gouvernement colombien pour mener des études d'état initial dans le secteur de l'or en 2014-15, ainsi que d'autres ateliers de formation.

4. Turquie :

- **Sensibilisation** : en mars 2014, l'OCDE et Borsa Istanbul ont organisé un atelier sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables et sur le Programme de mise en œuvre dans le secteur de l'or. Une cinquantaine d'entreprises turques ont assisté à l'événement. En ont résulté une implication plus forte de cet important marché, notamment des entreprises turques, et des demandes de formations complémentaires. Des négociations sont en cours pour la traduction du Guide OCDE sur le devoir de diligence en turc, afin de permettre aux entreprises turques d'en mieux comprendre les outils et recommandations.

5. Études d'état initial (or) : des études d'état initial ont été lancées en République Démocratique du Congo (RDC). Vous pouvez d'ores et déjà consulter la version préliminaire de la première de ces études (sur un total de cinq en RDC), intitulée « Étude d'état initial n°1 : mine d'or artisanale de Musebe, Katanga ». N'hésitez pas adresser directement vos commentaires et remarques au Secrétariat de l'OCDE d'ici le 30 juin 2014. L'étude est également disponible en ligne, sur le site du Programme de mise en œuvre de l'OCDE : <http://www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm>.

6. Artisanat minier et exploitations minières à petite échelle (or) : le Pôle AM compte désormais plus de 70 organisations parmi ses membres. Des comptes-rendus des webinaires et des présentations effectués jusqu'ici sont disponibles sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/corporate/mne/artisanal-small-scale-miner-hub.htm>. Certains membres du Pôle AM, parmi lesquels l'Artisanal Gold Council, l'Université de Victoria, Partenariat Afrique Canada et PAMP ont constitué un groupe pour travailler avec le Secrétariat à l'élaboration d'une note d'intention pour le développement un outil qui aidera les entreprises à s'approvisionner en or issu de l'artisanat. Une version préliminaire de cette note d'intention/de cet outil sera présentée durant le 8^{ème} Forum en novembre 2014.

7. Rapports conformes à l'Étape 5 : le Secrétariat a commencé à élaborer des outils de formation pour aider entreprises et opérateurs à rédiger des rapports sur leurs actions en faveur du devoir de diligence en conformité avec l'Étape 5 du Guide OCDE sur le devoir de diligence.

8. Groupes de travail informels : lors du 6^{ème} Forum en novembre 2013, un appel a été lancé pour la création de deux nouveaux groupes de travail informels dans le cadre du Programme de mise en œuvre. Ces deux groupes s'ajoutent au groupe préexistant sur le secteur des 3T :

- **Les pires formes du travail des enfants (Worst Forms of Child Labour – WFCL) dans le secteur minier :** les membres du GT incluent Alliance for Responsible Mining (ARM), Children's Voice, Human Rights Watch (HRW), Pact, NELICO et le gouvernement du Canada. Le groupe a dressé une liste de propositions pour lutter contre les pires formes du travail des enfants dans le secteur minier qui sera présentée aux participants durant le 7^{ème} Forum (session du Jour 3). Objectif : faire valider cette liste au Forum et fournir des propositions plus détaillées d'ici novembre 2014. Les acteurs concernés, notamment les entreprises, les organisations internationales et les gouvernements producteurs sont invités à intégrer le groupe de travail.
- **Audits :** les membres du GT incluent le Comité d'audit de la CIRGL, Alliance for Responsible Mining (ARM), BGR, Cronimet, Dubai Multi Commodities Center (DMCC), Ernst & Young, Global Witness, KPMG, London Bullion Market Association (LBMA), PAMP, Partenariat Afrique Canada (PAC), Responsible Jewellery Council (RJC), RCS Global, Transparency International et UL Responsible Sourcing. Le groupe a dressé un panorama des principales initiatives opérant en faveur du devoir de diligence et pilotant des programmes d'audit actifs. Vous pouvez consulter la version préliminaire de ce **document de travail** sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm>. Dans les mois à venir, une série de webinaires sera mise en œuvre pour présenter chaque programme d'audit et bénéficier des retours d'expérience des auditeurs sur les difficultés qu'ils ont rencontrées et les enseignements qu'ils en ont tirés. Plus d'informations seront diffusées à ce sujet sur le site du Programme de mise en œuvre de l'OCDE. L'objectif à long terme de ce GT est de développer un Guide de l'Auditeur susceptible de contribuer à une plus grande harmonisation des normes établies par les différents programmes.

- **Risques commerciaux et réduction des risques dans le secteur des 3T** : les membres du GT incluent les gouvernements de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et des États-Unis, ainsi qu'Amnesty International, Boeing, Cronimet, Global Advanced Metals (GAM), Global Witness, ITRI, Partenariat Afrique Canada (PAC), Pact et TIC. Le groupe a longuement débattu de la nécessité de directives supplémentaires sur la manière dont les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement doivent traiter certaines situations à haut risque spécifiques, et communiquer sur celles-ci. Une session à huis clos aura lieu durant le 7^{ème} Forum à Paris pour avancer sur ce sujet. Le groupe présentera ses conclusions et les prochaines étapes le Jour 3.
- **Associations professionnelles (or)** : les membres du GT incluent Alliance for Responsible Mining (ARM), Conflict Free Sourcing Initiative (CFSI), Dubai Multi Commodities Center (DMCC), London Bullion Market Association (LBMA), Responsible Jewellery Council (RJC) et le World Gold Council. Le groupe a rédigé la version préliminaire d'un livret intitulé « Industrie de l'or et initiatives du secteur en faveur d'approvisionnements en minerais responsables » auquel les parties prenantes peuvent se référer pour mieux comprendre les actions menées par les associations professionnelles, la manière dont ces divers programmes aident les entreprises à mettre en œuvre le Guide OCDE sur le devoir de diligence et la façon dont ces initiatives se complètent et se répondent. Les membres du Forum peuvent désormais consulter ce Guide dressant un panorama des initiatives dans le secteur de l'or sur le site du Programme de mise en œuvre de l'OCDE : <http://www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm>.

Le tableau ci-dessous indique l'état d'avancement de chaque action prévue par le Programme de mise en œuvre. Pour plus de détails, veuillez contacter le Secrétariat de l'OCDE (tyler.gillard@oecd.org ; shivani.kannabhiran@oecd.org ; hannah.koep-andrieu@oecd.org).

Objectif 1 : Permettre aux parties prenantes d'un projet collaboratif d'acquérir les connaissances, l'assurance et la confiance mutuelle nécessaires à l'exercice du devoir de diligence (cible : participants des secteurs de l'or et des 3T).

Action	Actions liées	État d'avancement
<p>1. Guides pratiques sur l'exercice du devoir de diligence à l'attention de parties prenantes souhaitant s'implanter dans des zones, régions et secteurs ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Traduction du Guide OCDE 	<p>Espagnol : Supplément sur l'or finalisé par le gouvernement colombien fin 2013. Pas de traduction du Supplément sur les 3T en espagnol.</p> <p>Chinois : finalisé en mai 2014.</p> <p>Turc : négociations en cours avec Borsa Istanbul et d'autres parties prenantes. Objectif : finalisation au T3 2014.</p> <p>Le Guide est désormais disponible en japonais (traduction par le Ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie), coréen (traduction par Korea Electronics Association), chinois, espagnol, ainsi qu'en français et en anglais. Projet de traduction en hindi (à confirmer).</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Guide par secteur/industrie 	<p><i>Livret « Industrie de l'or et initiatives du secteur en faveur d'approvisionnements en minerais responsables » finalisé – disponible en anglais sur le site de l'OCDE ; une version française sera disponible à partir de juin 2014.</i></p> <p><i>Autres formats envisagés : vidéo, webinaire...</i></p> <p>En complément, le Secrétariat de l'OCDE pilotera une session d'introduction au Guide OCDE sur le devoir de diligence et aux programmes sectoriels le matin du 26 mai 2014 (session facultative).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Guide illustré sur les risques rencontrés sur le terrain, incluant les informations nécessaires pour signaler un problème via des canaux d'information sécurisés 	<p>En cours, première version disponible, préparé par Save Act Mine. Objectif : finalisation au T1/T2 2014.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Guide de bonnes pratiques en matière d'approvisionnement, à l'intention des banques et des Bourses 	<p>En cours, préparé par London Bullion Market Association. Objectif : finalisation au T3 2014 (à confirmer).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Guide pratique sur le Supplément sur l'or à l'intention des artisans miniers 	<p>Pas encore lancé. À développer en 2014, par l'Artisanal Gold Council.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des ressources liées au devoir de diligence 	<p>Finalisé. Disponible sur le site de l'OCDE. http://www.oecd.org/daf/inv/mne/DueDiligenceResourcesList.pdf</p> <p>Sera converti en une base de données avec outil de recherche une fois que la liste sera suffisamment étendue.</p>
<p>2. Sessions d'experts sur les zones de conflit ou à haut risque</p>	<p>Ateliers fournissant outils et méthodologies pour évaluer les zones de conflit ou à haut risque.</p>	<p>Un premier atelier a eu lieu en mai 2013.</p> <p>Une session d'information sur les CAHR a eu lieu lors du Forum de mai 2014 (session facultative du 26 mai). D'autres sessions d'information sur les CAHR sont prévues pour les prochains Forums (sessions facultatives).</p>

<p>3. Opérations de sensibilisation ciblées auprès d'acteurs spécifiques de la chaîne d'approvisionnement</p> <p><i>Note : les opérations de sensibilisation référencées ci-après sont celles conduites par le Secrétariat de l'OCDE. La liste n'inclut pas les nombreuses opérations menées par les membres du MSG lors de conférences et d'événements à l'intention d'acteurs du secteur.</i></p>	Afrique - Région des Grands Lacs	<p>En cours, opérations de sensibilisation menées dans les pays suivants :</p> <p>Burundi : septembre 2013.</p> <p>RDC : juillet et août 2013. Des ateliers de formation sont prévus en complément aux T3/T4 2014 en collaboration rapprochée avec le gouvernement de la RDC et la société civile locale. Le 8^{ème} Forum aura lieu en RDC (3-5 novembre 2014).</p> <p>Rwanda : le 6^{ème} Forum a eu lieu au Rwanda en novembre 2013.</p>
	Chine	<p>Mai 2013 : séminaire sur les « minerais du conflit » organisé par EICC & GeSI à Hong Kong.</p> <p>Février 2014 : atelier de présentation organisé par le Secrétariat à Beijing (en partenariat avec GIZ et la Confédération des Entreprises Chinoises CEC)</p> <p>Mai 2014 : lancement de la version chinoise du Guide. Des représentants de la RPC (Paris et Beijing) assisteront au Forum de mai 2014 à Paris et à l'événement de lancement.</p> <p>Juin 2014 : invitation du Secrétariat à la Conférence de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Asia-Pacific Economic Cooperation - APEC) sur le secteur minier à Beijing.</p> <p>Octobre 2014 : conférence de la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de minerais et de produits chimiques (China Chamber of Commerce Minerals and Chemicals Exporters and Importers – CCCMC) sur l'investissement dans le secteur minier à Beijing (24 et 25 oct)</p>
	Colombie	Février 2014 : opérations de sensibilisation locales menées à Bogota, Medellin et Carthagène.
	Moyen Orient	Avril 2014 : participation du Secrétariat à la Conférence de Dubaï sur les métaux précieux, aux côtés d'organisations partenaires clés.
	Turquie	Avril 2014 : séminaire local organisé par le Secrétariat, Signet et Dubai Multi-Commodities Center (DMCC) à Istanbul, coordonné par Borsa Istanbul.
	Inde	<p>Août 2013 : Bombay et Jaipur.</p> <p>Mai 2014 : participation de le Gems & Jewellery Export Promotion Council (GJEPC) d'Inde au 7^{ème} Forum.</p> <p>Ateliers de formation prévus en 2015 (à confirmer).</p>

Objectif 2 : Faciliter le partage d'expérience, de connaissances et de bonnes pratiques entre les entreprises, les associations professionnelles et les exploitations minières artisanales et à petite échelle qui le souhaitent (cible : parties prenantes du secteur de l'or exclusivement)

<i>Action</i>	<i>Actions liées</i>	<i>État d'avancement</i>
4. Partage d'expérience	Webinaires de partage d'expérience à l'intention du secteur privé	<p>Lancé en juillet et août 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affineurs d'or • Banques détentrices de lingots • Joailliers et autres utilisateurs aval d'or • Exploitations minières à moyenne et grande échelle • Entreprises d'audit <p>Les ressources utilisées pendant les webinaires et leur compte-rendu peuvent être consultés sur le site de l'OCDE : http://www.oecd.org/daf/inv/mne/gold-webinars-2013.htm</p> <p>D'autres webinaires sont prévus pour 2014 et 2015.</p>
	Séances de partage d'expérience pour les pays membres	<p>Lancé en octobre 2013</p> <p>L'organisation d'autres webinaires dépendra des demandes des pays membres.</p>
	Séances de partage d'expérience pour les associations professionnelles et autres initiatives du secteur	<p>Livret « Industrie de l'or et initiatives du secteur en faveur d'approvisionnements en minerais responsables » finalisé – disponible en anglais sur le site de l'OCDE ; une version française sera disponible à partir de juin 2014.</p>
	Enquête auprès des donateurs	<p>Finalisée. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur demande auprès de la Direction de la Coopération pour le Développement.</p>
	Pays producteurs	<p>En cours : des ateliers de formation en partenariat avec le gouvernement de la RDC sont prévus pour 2014. Dates à déterminer.</p> <p>Voir également les opérations de sensibilisation menées en Colombie.</p>
5. Études de cas	Études de cas sur la mise en œuvre du devoir de diligence	Pas encore lancées. Prévues pour 2014 ou 2015.

<p>6. Études d'état initial</p>	<p>Études d'état initial portant sur les opérateurs économiques des plaques tournantes du commerce de l'or dans la région des Grands Lacs, en Colombie et au Moyen-Orient, et/ou dans tout autre zone de conflit ou à haut risque qui paraîtra pertinente.</p>	<p>En cours. 1^{ère} étude sur 5 finalisée, portant sur Katanga, RDC. Version préliminaire du rapport disponible.</p> <p>Le Secrétariat de l'OCDE s'apprête à lancer un appel d'offres pour mener des études similaires en Colombie, en coordination avec le gouvernement de la Colombie.</p>
--	---	--

Objectif 3 : S'inspirer d'expériences innovantes pour inscrire les exploitations minières artisanales et à petite échelle dans des chaînes d'approvisionnement sûres, transparentes et vérifiables, notamment via des projets de mise en œuvre opérationnelle, au niveau national, de l'Appendice 1 du Supplément sur l'or (cible : parties prenantes du secteur de l'or exclusivement)

Action	Actions liées	État d'avancement
<p>7. Convoquer un Pôle « AM pour un or responsable » pour la mise en œuvre de l'Appendice 1</p>	<p>Objectifs du Pôle AM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approfondir les connaissances du Pôle sur les enjeux des AM • Améliorer l'accès au marché des AM et les responsabiliser • Dépasser les obstacles à la formalisation • Promouvoir une image positive des AM 	<p>En cours. Plus de 70 organisations prennent part au Pôle, dont des membres de gouvernement, des acteurs du secteur privé, des représentants de la société civile et d'autres experts.</p> <p>Agenda des webinaires et thèmes associés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AM : l'essentiel (incluant une étude de cas sur la Colombie) – juillet 2013 • AM et projets de filières fermées (incluant une étude de cas sur la RDC) – octobre 2013 • Développement d'outils de traçabilité pour les affineurs et négociants des AM (bilan des travaux en cours des groupes de travail) – décembre 2013 • Rôle des LSM et partenariats avec les AM – février 2014 • AM et Guide OCDE sur le devoir de diligence – avril 2014 • Efforts de formalisation : le rôle des gouvernements – Forum de mai 2014 • Taxation – 2014 • Promouvoir les AM – 2014 <p><i>Les ressources utilisées et produites par le Pôle AM peuvent être consultées sur le site de l'OCDE.</i></p> <p>http://www.oecd.org/corporate/mne/artisanal-small-scale-miner-hub.htm</p>

<p>8. Suivi de la mise en œuvre de l'Appendice 1 (outil)</p>	<p>Etude d'évaluation et d'impact de la mise en œuvre de l'Appendice 1 à court, moyen et long terme.</p>	<p>Partiellement intégrée aux études d'état initial (cf. ci-dessus). Le suivi complet de la mise en œuvre de l'Appendice 1 n'a pas encore commencé. Prévu pour 2015.</p>
---	--	---

Actions complémentaires pour la mise en œuvre du devoir de diligence dans le secteur des 3T

Action	Actions liées	État d'avancement
<p>9. Réduction des risques dans le secteur des 3T et/ou problématiques devant faire l'objet d'une attention particulière suite à la phase pilote</p>	<p>Sujets d'étude</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Risques commerciaux et risques associés aux matériaux 2) Stocks existants / Stocks saisis 3) Comment s'approvisionner en minerais auprès de mines « libres de conflits » dans les zones de la région des Grands Lacs où le programme iTSCi n'est pas encore opérationnel et/ou comment accélérer la mise en œuvre du programme iTSCi 4) Résoudre les problèmes de confidentialité dans la chaîne d'approvisionnement en 3T <p>Livrables : Approches pratiques et outils que le secteur peut utiliser pour mettre en œuvre une politique de réduction des risques adaptée, mettant l'accent sur les problématiques citées ci-dessus.</p>	<p>Reporté. Une première version du Guide des Bonnes pratiques a été soumise au groupe de travail sur la réduction des risques dans le secteur des 3T fin octobre 2013, et une nouvelle version sera proposée début 2014.</p>

<p>10. Certification des programmes développés par les parties prenantes du secteur des 3T</p>	<p>L'OCDE jouera le rôle de bureau/plateforme d'information à l'intention des divers programmes concernés, afin de leur fournir les outils et ressources qui leur permettront de mettre en œuvre les directives du Guide.</p> <p>Le Forum multipartite de l'OCDE, sous l'égide du Comité de direction multipartite (Multi-stakeholder Steering Group – MSG), étudiera la possibilité de soutenir certains des programmes, et adressera ses recommandations en la matière aux organes de l'OCDE, pour étude.</p>	<p>En cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'OCDE a publié sur son site la liste des programmes du secteur : http://www.oecd.org/daf/inv/mne/implementingtheguidance.htm. • L'OCDE a également publié une liste des ressources disponibles (cf. Action 1) : http://www.oecd.org/daf/inv/mne/DueDiligenceResoucesList.pdf (depuis juin 2013) • Les notes de bas de page faisant référence à des programmes du secteur ont été mises à jour dans la deuxième édition du Guide OCDE sur le devoir de diligence, dans le respect du règlement de l'OCDE en matière de publication
---	---	---